

Les Membres de l'OMC ont ouvert des négociations sur la libéralisation du commerce des services financiers—troisième et dernière négociation sectorielle devant s'achever cette année. Des accords sur les télécommunications de base et sur les produits des technologies de l'information ont pu être conclus en février et en mars, respectivement.

A la réunion du Comité du commerce des services financiers du 10 avril qui marquait la reprise des négociations dans ce secteur, les participants ont souligné leur volonté de voir aboutir les pourparlers avant le 12 décembre 1997. Le Président Yoshio Okubo (Japon) a rappelé aux gouvernements que la Déclaration ministérielle de Singapour demandait aux Membres de l'OMC de parvenir "à des engagements sensiblement améliorés en matière d'accès aux marchés avec une participation plus large". La Déclaration exprimait aussi l'espoir que les résultats s'appliqueraient à tous les Membres de l'OMC (base NPF).

De nombreux gouvernements ont estimé que depuis la dernière série d'entretiens en juillet 1995, la libéralisation avait fait d'importants progrès dans le secteur des services financiers. La libéralisation

Consultations à des fins de balance des paiements

Le nouveau Président du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, M. Peter R. Jenkins (Royaume-Uni), a rendu compte des consultations avec le Nigéria tenues en mars. Le Comité avait rappelé que les membres estimaient que les prohibitions à l'importation imposées par le Nigéria ne pouvaient plus être justifiées en vertu des dispositions du GATT de 1994 relatives à l'équilibre de la balance des paiements. Le Comité a pris note de la réaffirmation par le Nigéria de sa volonté d'éliminer progressivement les restrictions à l'importation et a demandé au Nigéria d'engager des consultations avec les membres et d'établir un calendrier pour l'élimination des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC. Les consultations du Comité avec le Nigéria reprendront en juillet.

A propos du rapport du Comité sur les consultations avec l'Inde, les membres indiqués ci-après ont dit qu'ils attendaient avec intérêt que ce pays présente un programme détaillé d'élimination des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements: Australie, Communautés européennes, Etats-Unis, Japon et Nouvelle-Zélande.

Secrétariat de l'OMC

S'agissant du Secrétariat de l'OMC, le Conseil général:

- » A demandé au Directeur général de présenter d'ici au mois d'octobre un rapport sur la façon d'améliorer l'efficacité du Secrétariat, y compris au moyen d'une rationalisation de la structure de la haute direction, étant entendu que les Membres

Le Japon demande un groupe spécial sur le programme indonésien pour le secteur automobile

A la réunion du 30 avril de l'Organe de règlement des différends (ORD), le Japon a demandé qu'un groupe spécial examine les mesures prises par l'Indonésie dans le cadre d'un programme national pour le secteur automobile qu'il juge discriminatoires et incompatibles avec les règles de l'OMC.

Dans sa demande officielle, le Japon a dit qu'en février 1996, l'Indonésie avait pris des mesures avantageant une société indonésienne en lui accordant le "statut d'entreprise pilote". La société indonésienne en question avait commencé, en août 1996, à importer des voitures produites en Corée, qui avaient été exonérées de la taxe de luxe sur les ventes et des droits de douane. Le Japon a fait valoir que les mesures en question étaient incompatibles avec la clause NPF des règles de l'OMC (article premier du GATT de 1994), ainsi qu'avec les prescriptions de publication dans les moindres délais et d'application impartiale (article X); et constituaient des subventions prohibées par l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, et que de plus les prescriptions sur la teneur en produits nationaux qui accompag-

La Russie souhaite une accession rapide

Le Groupe de travail de l'accèsion de la Russie à l'OMC souhaite

Renato Ruggiero

La Chine et le système commercial mondial

En avril, le Directeur général de l'OMC, M. Renato Ruggiero, s'est rendu en Chine pour examiner avec les milieux dirigeants les moyens de faire aboutir plus facilement le processus d'accession de la Chine à l'OMC. Dans une allocution prononcée à l'Université de Pékin le 21 avril, M. Ruggiero a mis en avant les avantages qui pourraient résulter pour la Chine aussi bien que pour l'OMC de l'accession de ce pays à l'Organisation. Voici quelques extraits de cette allocution:

U

puissant et trop important—et son entrée dans l'OMC aura une trop grande incidence sur le système—pour que ces négociations puissent être compromises.

Nous avons vu récemment d'importants signes de dynamisme et de flexibilité créative dans ces négociations—dans des domaines difficiles tels que les droits commerciaux, la non-discrimination, les obstacles non tarifaires, le commerce d'Etat, l'investissement et la propriété intellectuelle, domaines dans lesquels les négociateurs ont accompli des progrès remarquables, notamment ces derniers mois. Aucune de ces avancées n'aurait été possible sans le travail technique préparatoire d'importance vitale - même s'il demande du temps—que toutes les parties à ces négociations ont accompli au cours des dix ans qui viennent de s'écouler. Mais ce qui fait réellement avancer le processus, c'est que nous sommes tous conscients que la récompense est au bout du succès.

Questions d'importance fondamentale

Je ne voudrais pas sous-estimer le travail qui nous attend, spécialement alors que nous allons aborder la prochaine session de négociations prévue en mai prochain. Comme dans toutes les négociations, nous avons laissé pour la fin un important travail et

A sa première réunion de l'année, les 9-10 avril, l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) a effectué le premier examen des politiques commerciales des Fidji. Voici quelques extraits des observations récapitulatives du Président:

L

conclus par l'OMC sur les services de télécommunication et sur l'abaissement des droits de douane à zéro pour les produits des technologies de l'information apportaient la preuve que les négociations portant sur un seul secteur pouvaient réellement déboucher sur des résultats.

Les Etats-Unis, qui n'avaient pas signé





WTO OMC



